

APPEL A COMMUNICATION DANS LE CADRE DU CAMPUS D'ETE 2010 DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE – DATE LIMITE : 7 MAI 2010

Université d'été internationale de la recherche en évaluation des politiques publiques

Du 30 août au 3 septembre 2010
Institut d'Etudes Politiques de Lille

Recherche et évaluation des politiques publiques

Quels liens et quelle avancées théoriques et méthodologiques ?

Objectifs de l'université d'été et types de travaux attendus

L'université d'été internationale de la recherche en évaluation ambitionne d'être un lieu de croisement des travaux scientifiques portant sur l'évaluation des politiques publiques ou ayant pour finalité d'y contribuer. Cet appel à communication s'adresse donc à tous types de travaux s'intéressant à l'évaluation des politiques publiques dans la mesure où ils s'interrogent sur les pratiques évaluatives, quel que soit l'angle ou l'approche. Les papiers devront notamment prendre de la distance par rapport au seul récit ou compte-rendu d'une expérience d'évaluation.

Toutes les disciplines sont invitées à présenter leurs réflexions et résultats. A titre d'exemples, des travaux disciplinaires ou interdisciplinaires en épistémologie, économie, sociologie, science politique, géographie, droit, épidémiologie, sciences de gestion, sciences de l'éducation, philosophie, psychologie seront appréciés. Notre objectif est de recueillir la plus large diversité de travaux de recherche « pour », « sur » et « en » évaluation, quelque soit leur discipline de rattachement, dans une perspective internationale.

Thématiques abordées

Trois questionnements majeurs ont été identifiés : (i) La recherche et le développement de l'évaluation (ii) Les interactions entre disciplines et évaluation, et (iii) Les bases épistémologiques et paradigmatiques des liens entre recherche et évaluation des politiques publiques.

Recherche et développement de l'évaluation

Nous attendons des travaux qu'ils montrent **comment la recherche a pu contribuer à l'évaluation des politiques publiques par la construction d'outils, de processus et de protocoles spécifiques**. De plus en plus d'évaluation de politiques d'emploi, de développement durable, de santé publique, d'aide au développement, éducatives et de recherche par exemple, mobilisent des travaux et des collaborations scientifiques. Il est donc intéressant d'analyser les innovations produites, ou au contraire les difficultés rencontrées. Quelles sont les méthodes d'évaluation les plus innovantes et/ou les plus "probantes" ? Quelles ont été les adaptations nécessaires des outils et méthodes de la recherche pour contribuer directement ou indirectement à des exercices évaluatifs ?

Sont également encouragés des travaux sur la manière dont la recherche peut contribuer / apporter à une réflexion sur l'intérêt, les limites, la pertinence, les facteurs de réussite, les contraintes des pratiques d'évaluation de politiques publiques. Les communications pourront alors s'interroger sur le référentiel, le cahier des charges, les outils (enquête sociale, statistique, économétrie, les indicateurs d'impacts, systèmes de monitoring, etc.) ou les processus des évaluations. Des analyses sur la qualité ou la faiblesse des résultats obtenus dans certaines évaluations seront aussi bienvenues. Dans ce registre réflexif, les études portant sur l'institutionnalisation de l'évaluation et le développement de méta-évaluations sont également attendues. Quels sont les rôles des cadres législatifs, des cultures administratives, de la recherche, des communautés d'évaluateurs, des revues scientifiques dans le développement de l'évaluation des politiques publiques ? Enfin, l'analyse des usages et de l'utilité des évaluations est également souhaitée.

Disciplines et évaluation

Nous souhaitons aussi croiser des travaux de recherche pour analyser les liens entre disciplines scientifiques et évaluation. De plus en plus de disciplines s'intéressent à l'évaluation depuis les travaux pionniers de la psychologie de l'éducation et de la science politique aux Etats-Unis dans les années 50. **Nous chercherons donc à observer cette évolution pour mieux saisir les interactions entre disciplines et évaluation.**

Par exemple, où en sont la sociologie et la science politique concernant l'étude de l'histoire et de l'institutionnalisation de l'évaluation et le développement de savoirs-experts ? Comment ces disciplines analysent-elles son intrication avec le *new public management* ? Comment replacent-elles l'évaluation dans le développement d'un pouvoir de surveillance ? Comment prennent-elles en charge la question des cultures de l'évaluation ? Dans la lignée des travaux menés par les sociologues de la gestion, il pourrait être en outre intéressant d'analyser les enjeux de pouvoir et de légitimité cristallisés par les dispositifs d'évaluation et de les utiliser comme des traceurs des mutations de l'action publique contemporaine. Des communications se rapportant aux liens unissant la quantification et l'évaluation sont souhaités, de même que des travaux en science économique. On pense par exemple à la manière dont elle a mobilisé des méthodes contrefactuelles issues de l'épidémiologie et de la psychologie expérimentale. Le débat interdisciplinaire sera ici très important pour échanger sur la portée et les limites de ces approches, et plus largement sur la place de l'économétrie en évaluation. Une vue plus interne des débats entre courants de l'économie serait également stimulante.

Des travaux issus des sciences de gestion et du management seront également très appréciés. De multiples thèmes peuvent être explorés tels que les liens entre les systèmes de gestion et d'information des organisations publiques et l'évaluation, les méthodes d'enquête (les enquêtes marketing, le *data mining* et les théories du comportement du consommateur, etc.) ou le management par les indicateurs. Les liens avec la psychologie, la psychanalyse et les sciences de l'éducation sont aussi à explorer pour mieux comprendre par exemple les processus d'apprentissages collectifs dans le cadre des pratiques évaluatives. La géographie et les sciences de l'aménagement de l'espace portent également des questions stimulantes pour l'évaluation. On pense bien entendu aux débats sur les échelles « pertinentes » de l'action publique et de son évaluation, aux dispositifs multiscalaires d'*adaptive management* pour l'évaluation au regard du développement durable. Les questions des évaluations et indicateurs intégrées, de l'évaluation de l'intégration territoriale, de l'intégration des connaissances expertes et profanes ouvrent à leur tour des débats interdisciplinaires qu'il sera important d'aborder

Au final, il s'agira de s'interroger transversalement sur les manières dont les différentes disciplines scientifiques abordent l'évaluation et la nourrissent. Comment l'évaluation entraîne-t-elle de nouveaux questionnements disciplinaires, en terme de concepts, théories, méthodes ?

Epistémologie et paradigmes des liens entre recherche et évaluation

La présentation de travaux portant sur **les conditions du développement de la recherche en évaluation des politiques publiques** est souhaitée. Quel est le rôle des revues spécialisées, de la constitution de collectif de recherche, du fonctionnement des écoles doctorales ou du financement des recherches par les pouvoirs publics ? De manière plus transversale, nous chercherons à comprendre quels sont les facteurs de blocage ou de développement des approches interdisciplinaires de l'évaluation ? Existe-t-il des questions centrales et organisatrices de la recherche en évaluation ? Existe-t-il des enjeux propres de la recherche en évaluation en tant que science de l'action ? Existe-t-il des modes d'échanges singuliers entre chercheurs et praticiens au sein des dispositifs de construction des connaissances scientifiques ?

L'étude des liens entre recherche et évaluation soulève également un ensemble de questions épistémologiques. Les premières portent sur l'évaluation elle-même. Quelle(s) théorie(s) quant au processus d'administration de la preuve « publique » ? Ce sont donc les questions de la nature et de la hiérarchie des preuves qui sont soulevées. Celles-ci renvoient à la mobilisation des connaissances scientifiques dans l'action publique, au passage de la construction du jugement scientifique à celui du jugement public. Le second registre de questionnement épistémologique porte sur l'évaluation en tant qu'objet de recherche. Il est par exemple important de faire le point sur les débats entre « *method-based evaluation* » et « *theory-based evaluation* », et ses déclinaisons en termes de « *theory-driven evaluation* » ou de « *realistic evaluation* », dans le cadre plus général de la montée en puissance de la notion d'« *evidence-based policy* » ? L'existence même de ces débats conduit elle-même à s'interroger sur l'existence de singularités qui structureraient le champ de la recherche en évaluation. Existe-t-il un corpus épistémologique et méthodologique particulier ?

Les présentations recueillies permettront enfin de **mieux comprendre comment se structurent les liens entre recherche et évaluation des politiques.** Différentes terminologies sont utilisées : recherche « en », « sur », « pour » l'évaluation. Ces distinctions renvoient à des postures différentes de la recherche vis-à-vis de l'évaluation dont les frontières restent floues. Celles-ci dépendent des contextes (disciplines, pays, etc.) dans lesquels les travaux scientifiques sont conduits. Plusieurs axes de réflexion pourraient être développés dans les communications : la science et sa visée normative « pour » l'action publique – éthique de indépendance vs soucis d'utilité –, la position réflexive des chercheurs vis-à-vis de leurs objet d'étude – l'évaluation –, voire leur liberté de production scientifique quand ils sont eux-mêmes impliqués dans des pratiques évaluatives, les corpus théoriques qu'ils mobilisent – propre à l'évaluation ou propre à leur discipline.

Format de la communication et échéancier

Les communications présentées pourront prendre deux formes : les papiers pourront concerner des recherches abouties ou en cours, ou bien la présentation de recherche à venir (par exemple des projets doctoraux). Une proposition de communication (200 mots) est attendue pour **le 7 mai 2010** (sfe.universite-ete@orange.fr). Sur cette base, le comité scientifique opérera une sélection des communications (réponse aux auteurs : 30 mai) qui devront parvenir complétées pour le 15 juillet 2010.

Instruction aux auteurs et critères de sélection

- Les communications soumises doivent respecter les consignes suivantes : être rédigées en français ou en anglais, être limitées à 30 000 signes maximum (6000 à 8000 mots) incluant les références bibliographiques.

- La mise en page : *times new roman*, 12 points, interligne simple ; titres gras et numérotés 1 ; 1.1 ; etc. ;
- Deux pages précèdent la communication¹ : la première page comprend les auteurs (préciser l'auteur de référence + nom, prénom, organisme de rattachement, fonction, discipline(s)), un résumé présentant l'(les)objet(s) de recherche, la problématique et les résultats, ainsi que la méthode (500 mots max.) et 5 mots clés ; la deuxième est identique à la première mais ne contient pas les références aux auteurs.

Les communications seront évaluées sur la base des critères suivants : correspondance avec les thèmes proposés dans l'appel à communication ; qualité de la problématique et de la démarche ; solidité des données empiriques utilisées.

Comité scientifique

Gilles Allaire, INRA Toulouse

Jean-Claude Barbier, Université de Paris I, Centre d'Économie de la Sorbonne

Maurice Baslé, CREM-CNRS-Université de Rennes 1

Marielle Berriet-Sollic, AgroSup Dijon / CESAER

Geert Bouckaert, Public Management Institute, K.U Leuven

Annie Fouquet, Présidente de la SFE

Pierre Mathiot, Sciences Po Lille, CERAPS-CNRS

Jean-Pierre Nioche, IAE de Paris

Claudine Offredi, Université de Grenoble

Patricia Rogers, CIRCLE, RMIT University, Australie

Michael Scriven, School of Behavioral and Organizational Sciences, Claremont Graduate University*

Vincent Spenlehauer, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées

Nicoletta Stame, University of Roma- Campus

Jacques Toulemonde, IEP de Lyon – EUREVAL

Frédéric Varone, Université de Genève

Comité d'organisation

L'université d'été est accueillie par l'IEP de Lille. Elle bénéficie du soutien logistique de la Société Française de l'Évaluation, et de l'appui du *Réseau des Chercheurs en Évaluation* pour son organisation.

Stéphanie Breton, SFE

Sophie Chevillard, Centre de recherche en entrepreneuriat (EM Lyon)

Marion Laureceau, UMR Cemagref-ENGEEES Gestion des Services Publics

Nicolas Matyjasik, CERAPS-CNRS/Université de Lille 2

Ludovic Méasson, AgroParisTech – Clermont-Ferrand, UMR METAFORT

Maryline Revaud, IEP de Rennes - UMR CRAPE

Frédéric Zahm, CEMAGREF Bordeaux - unité ADBX

Contact

Site internet : <http://www.sfe-asso.fr>

Contact : sfe.universite-ete@orange.fr

¹ Elles ne sont pas comprises dans les 30000 signes de la communication.

EN PARTENARIAT AVEC

 Sciences Po Lille

UNIVERSITÉ DE
RENNES 1

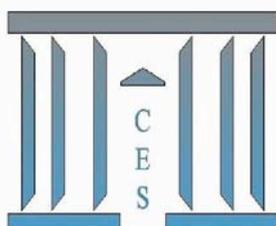
SCIENCES PO
LYON

Ceraps

UMR 8026

CERAPS-Université Lille 2

Centre d'Economie de la Sorbonne

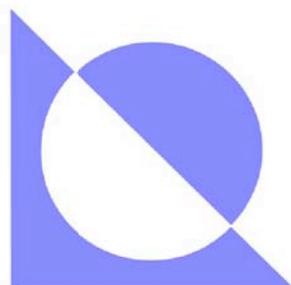


Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne
CNRS - UMR 8174



U - PANTHÉON - SORBONNE -
UNIVERSITÉ PARIS 1


Métafort


crem

afsp
association française
de
science politique

AVEC LE SOUTIEN DE


Cemagref
Sciences, eaux & territoires


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE


Ministère
de l'écologie,
de l'énergie,
du Développement
durable
et de la Mer